Rapport de l'Evaluation Rapide des Besoins Humanitaires

Ituri_Mahagi_Mokambo_ Zone de Santé Rurale d'Angumu

Groupements : Apala, Muswa, Jupunyango et Musongwa

Localités (Plusieurs)

Date de l'évaluation : Du 05 au 08/10/2018

Date du rapport : 09/10/2018

Pour plus d'information, Contactez :
Nicolas Kachrillo, Directeur Consortium RRMP GNK ITURI
est.rrmp.coo@solidarites-rdc.org
Tel: +243 (0) 970 021 121 / +243 (0) 817 374 259
[Email du coordinateur de programme]

1. Aperçu de la situation

1.1. Description de la crise

Nature de la crise :	☒ **Conflit** ☒ **Mouvements de population** ☐ Epidémie ☐ Crise nutritionnelle	☐ Catastrophe naturelle ☐ Violences électorales ☐ Autre
Date du début de la crise :	Du 16 septembre 2018	
Si conflit :		
Description du conflit	Depuis le 16 septembre 2018 à ces jours, la chefferie de Mukambo accueille des nouvelles vagues des ménages déplacés. Environs **9755 personnes** déplacées, soit **1951 nouveaux ménages** déplacés y est arrivés dont la majorité vit en famille d'accueil. Pendant l'évaluation, les personnes déplacées arrivaient encore dans la zone. Selon les résidents et les représentants des IDPs, plusieurs familles passent la nuit dehors dans les camps de pêches comme **Muguma, Ndaro, Mukachi, Kwero, Senda** et autres. sources : Bureau de l'Etat-civil de la chefferie, les autorités scolaires, les leaders communautaires, les IT des centres de santé, les représentants des églises et des camps de pêches. Ces IDPs sont venues majoritairement de Tara, Joo, Muvaramu, Gobu, Musekere, Muganga, Nzonzo, Torges, …localités ou les assaillants ont attaqué les positions militaires et auraient tués certains compagnons de ces derniers. Suite à ces attaques des hommes armés non autrement identifiés, la population a été	

contrainte à se déplacer vers les villages sécurisés.
Lors de ces attaques, plusieurs maisons ont été incendiées, des personnes tuées, les biens ménagers, des pêches, les produits d'élevage, maison de commerce ont été pillés et les champs décimés.
Les personnes déplacées sont dépourvues de leurs moyens d'existence. Elles présentent pour la plupart de cas de vulnérabilités multisectorielles notamment Abris, AME, Santé/Nutrition et Education.
Les besoins wash sont par contre bien couverts par l'ONG PPSSP.

Si mouvement de population, ampleur du mouvement :

	Avant la crise		Après la crise	
	Personnes	**Ménages**	**Personnes**	**Ménages**
Population locale	30733	6147	30733	6147
Nombre Déplacés	18430	3686	9755	1951
% des [*catégories pertinentes*] par rapport la population locale	59,9%	59,9%	31,9%	31,9%

Localisation des personnes affectées par cette crise (nouveaux déplacés)

Groupement	**APALA**	**JUPUNYANGO**	**MUSWA**	**MUSONGWA**
Population locale	14518	4 110	6 890	5215
Nombre des déplacés	2645	1970	2830	2310
Degré de pression par village	18%	48%	41%	44%

Différentes vagues de déplacement depuis les 2 dernières années

Date	Effectifs	Provenance	Cause
5 au 9 Février 2018	15 125 pers	TARA, KOLI, SALA, MUVARA, SONGA 1 et 2, GOBBUDJI	- Attaque sur les villages, - Incendies des maisons et des structures publiques, - meurtres, - destruction des champs et des bétails par les assaillants non autrement identifiés.
10 au 14 Février 2018	11 875 pers	NZONZO, MUSEKERE, MUNGANGA et NGADIMA	- Attaque sur les villages, - incendies des maisons et des structures publiques, - meurtres, destruction des champs et des bétails
15 Février au 15 Mars 2018	17 404 pers	Région de TCHOMIA et KASENYI	- Attaque sur les villages, - incendies des maisons et des structures publiques, - meurtres, destruction des champs et des bétails
16 septembre 2018	9820 pers	MUVARAMU, NZONZO, MUSEKERE, MUNGANGA et GOBU	- Attaque sur les villages, - incendies des maisons et des structures publiques, - meurtres, destruction des champs et des bétails

Sources : Receveur *de la collectivité des Mukambo, l'Infirmier titulaire (IT) du centre de santé (CS) de gegere, les directeurs des écoles primaires (EP) de la zone, l'agronome et le vétérinaire, le représentant de la société civile ainsi que les ménages déplacés.*

Dégradation subies dans la zone de départ	Incendié de plusieurs maisons d'habitation, tueries des personnes et pillage des biens ménagers.	
Distance moyenne entre la zone de départ et d'accueil	En km : Non connu En temps parcouru : 2h de voyage sur le lac Albert.	
Lieu d'hébergement	X **Communautés d'accueil** X **Sites spontanés.**	☐ Camps formels X Autres : **Camps de pêche au bord du Lac Albert.**
Possibilité de retour ou nouveau déplacement (période et conditions)	Aucune possibilité de retour n'est envisagée par les personnes déplacées. Car selon elles, étant donné que la sécurité n'est pas encore rassurante dans leurs zones de provenances, elles ne peuvent pas préconiser le retour. La majorité d'entre eux entendent passer l'élection.	

Si épidémie

Localisation des personnes affectées par cette crise (nouveaux déplacés)				
ZONES DE SANTE D'ANGUMU	Cas confirmés	Cas suspects	Décès	Zone de provenance
Aucune				

Perspectives d'évolution de l'épidémie	Selon le médecin chef de zone d'Angumu, les activités EHA mis en place par l'ONG PPSSP avec le Fonds Humanitaires ont eu un impact positif. Le nombre des malades souffrants des maladies d'origines hydriques a sensiblement diminué durant les deux derniers mois. Mais aussi, la chaine de cholera a été cassée. Toutefois, cette source renseigne que la probabilité d'apparition des cas de choléra avec la prolongation de la sécheresse peut être envisageable avec le retour de la pluie.

1.2. Profile humanitaire de la zone

Crises et interventions dans les 12 mois précédentes

Crises	***Réponses données***	***Zones d'intervention***	***Organisations impliquées***	***Type et nombre des bénéficiaires***
Février-Mars	Prévention de choléra	Zone de santé d'Angumu	MSF	Toute la population
Février-Mars	Transfert de Cash Inconditionnel	6 groupements de la Chefferie de Mukambu (Muswa, Jupunyango, Apala, Abia, Labu-Ramogi et Awasi)	Solidarités International	5479 ménages déplacés et Familles d'accueils
Février-Mars	Eau hygiène et assainissement Aménagement de 18 sources, 160 douches et latrines en familles d'accueils, 4 postes de latrines aux centres de santé et 18 postes de latrines dans 6 écoles (EP Aicha, Poga, Ulobo, Achikira et Mbuya)	Aire de santé Chawa, Gudo-Zii, Lanyi, Gengere et Ndaro	PPSSP	Toute la population
16 septembre 2018	Aucune	Groupement Apala, Jupunyango, Muswa et Musongwa	Aucune	9820 personnes déplacées

Sources d'information	Donneurs d'alerte (autorités locales, autorités politico administratives), la société civile etc. PPSSP : 0817866093, 0812802726 Chef de groupement Jupunyango : 0824042438 Chef de groupement Muswa : 0817817654 IT Gengere : 0818520911 ITA Gengere : 0817411499 Receveur chefferie des Mukambu : 0824176113, MCZ d'Angumu : 0813543168, Chef de collectivité : 0825553337, Abbé Innocent : 0816462666 et/ou0814987395

2. Méthodologie de l'évaluation

Type d'échantillonnage	Les évaluations ont porté sur **9820 personnes déplacées, soit 1964 ménages déplacés** dans les groupements APALA, DJUPUNYANGU, MUSWA et MUSONGWA
Techniques de collecte utilisées	Plusieurs groupes de discussion ont été tenus : 1. **Pour collecter les données générales** : Réunion générale avec l'ensemble des acteurs clés de la zone dont les autorités administratives/ coutumières, les intervenant de la zone, la société civile, les représentants des communautés hôtes et des déplacés. 2. **Pour collecte des données sectorielles** : 4 Réunions dont 1 par secteur avec les informateurs clés en Eau, hygiène et assainissement (Chefs des localités, Infirmiers titulaires, RECO, COSA), en Education (Directeur d'Ecole, Comité des parents, Parents d'élèves), en Sécurité Alimentaire (Agriculteurs, Eleveurs, Pêcheurs, Associations, Groupements agricoles, Chefs des camps de pêche), en Moyen d'Existence (Président FEC, Commerçants, groupes des déplacés et d'autochtones) 3. **Etude de Marché** : pour évaluer la structure des échanges commerciaux, la capacité des opérateurs économiques, la disponibilité des biens et la présence des opérateurs financiers 4. **Echanges informels** : pour collecte des informations Protection, Do No Harm et Redevabilité.
Composition de l'équipe	Equipe Solidarités International (SI) 1. Roger AWENDO : 0816151923 2. Serges MARUNGA : 0827240707 3. Pierre Paulin ANIZUGO : 082 38 53 923 4. Rufin KONGBO : 081 58 95 684 5. Angèle ADRONGA : 08 17 75 21 97 6. Virginie BENONI : 08 18 53 82 92

3. Besoins prioritaires / Conclusions clés

Besoins identifiées (par ordre de priorité)	***Recommandations pour une réponse immédiate***	***Groupes cibles***
Besoins abri et AME : - Difficulté d'accès à l'abri : Promiscuité des personnes déplacées au sein des	- Assister les personnes déplacées en articles ménagers essentiels à travers la	Les ménages déplacés et Familles

familles d'accueil, - Manque des moyens financiers pour la location des maisons pour certains ménages qui passent leur nuit dehors dans les camps de pêche (Muguma, Ndaro, …) - Le déplacement a été brusque. Les AME ont été abandonnés (récipient de stockage d'eau, cooking set literies,…).	foire aux AME - Distribuer des bâches aux IDPs dans le site pour construire des abris d'urgence	d'accueil les plus vulnérables
Besoins sécurité alimentaire & moyens de subsistance : - Manque des Vivres au sein des ménages des IDPs (nombre de repas très réduit (un repas moins diversifié une fois par jour) ; - Carence de stock dans les ménages d'accueil - Baisse de rendement de pêche - Manque d'activités génératrices de revenu pour les déplacés	**A court terme** - Foires aux vivres aux ménages déplacés ainsi qu'à leurs familles d'accueil les plus vulnérables pour assurer l'accès aux vivres; **A moyen terme** - Appuyer les ménages déplacés dans la mise en œuvre des AGR (petits commerces). - Appuyer les ménages déplacés et leurs familles d'accueil en intrants agricoles, - Appuyer les ménages déplacés pécheurs en intrants de pêche.	Les ménages déplacés, les Familles d'accueil, les ménages vulnérables de zone d'accueil
Besoins Santé &Nutrition: - Une forte prévalence du paludisme et de l'IRA dans les structures de santé en place - Explosion du stock des médicaments dans les structures sanitaires du fait de l'afflux de déplacés - Accès payant aux soins pour toutes les catégories de population ne favorisant pas l'accès aux ménages sans revenu - Pénurie de prise en charge nutritionnelle dans les CS	- Appuyer les structures sanitaires avec les médicaments traceurs pour assurer la disponibilité des produits - Rechercher activement et passivement les enfants malnutris sévères de moins de 5 ans au sein de la communauté pour les prendre en charge - Mettre en place une réponse intégrée avec les AME et les IRA - Mettre en place une clinique mobile en vue de prendre médicalement (soins curatifs et préventifs) en charge la population déplacée	Toute la population et les IDPs
Besoins Education : - Manque de moyens financier pour la scolarisation des enfants déplacés - Manque des fournitures scolaires par les enfants déplacés qui étudient, - Faible scolarisation des filles ; - Manque de matériels didactique et récréatifs - Inexistences des pupitres dans certaines écoles	- Renforcer la sensibilisation des parents sur l'envoie de leurs enfants à l'école et surtout les filles - Prendre en charge la scolarité des enfants déplacés qui ont intégrés les écoles en Chefferie de Mokambo et leur distribuer les kits scolaires ; - Faciliter le système d'intégration des enfants hors système scolaire.	Les parents des enfants déplacés, les enfants déplacés déscolarisés et les structures scolaires qui ont accueillies les enfants déplacés.
Besoins Protection : - Documentation insuffisante des cas	- Conduire une analyse Do No Harm pré	Toute la population

« Protection » constatée dans la zone évaluée	intervention poussée avant d'offrir toute assistance destinée individuellement aux ménages - Coupler les assistances individuelles aux aides communautaires avec un haut niveau de transparence et de professionnalisme en respectant les principes de neutralité et d'impartialité - Doter et former le personnel des structures sanitaires à l'utilisation des kits PEP	

4. Analyse « ne pas nuire »

Risque d'instrumentalisation de l'aide	D'après les entretiens avec les leaders communautaires, la société civile et les déplacés, il n'y a pas de risque d'instrumentalisation de l'aide au sein de la communauté. Par ailleurs, il y aura tension au sien de la communauté si l'assistance est apportée aux personnes déplacées en excluant les familles d'accueil du fait que celle – ci subit une pression énorme en accueillant chez elle la quasi-totalité des personnes déplacées internes qui étaient sur le riverain du Lac Albert. Cela est d'autant amplifié par le fait que la crise s'est déclenchée à Djugu au moment où la pêche est en baisse de rendement du fait de la saison sèche et l'agriculture en est à la période où le stock au sein des ménages sont quasiment épuisé et les activités culturales en sont à la période de soudure de semis. Tout ceci explique que les familles hôtes n'ont ni assez de nourriture, ni assez de revenu pour couvrir leurs besoins et ceux des déplacés accueillis. Ce qui met toutes les deux catégories de populations dans des besoins énormes. Une assistance aux déplacés et aux familles d'accueil permettraient d'éviter les conflits entre ces communautés.
Risque d'accentuation des conflits préexistants	La communauté de Mokambo a accueilli les déplacés des ethnies hema, lendu et alur qui cohabitent sans chocs. Aucun risque d'inversion du conflit de Djugu n'a été remarqué sur Mahagi qui est actuellement redevenu la zone d'accueil pour les populations endeuillées de Djugu. Toute assistance doit respecter les principes de neutralité et d'impartialité.
Risque de distorsion dans l'offre et la demande de services	La zone entretient des échanges économiques importants avec l'Ouganda et les autres zones économiques comme Ndrele et Mahagi – Commune. Les vivres et les manufactures sont donc disponibles sur les marchés et une assistance dans la zone ne pourront pas altérer l'équilibre commercial. Les mesures de mitigation à envisager Pour permettre aux ménages de couvrir les besoins à des moments précis où ils se font sentir et ne pas provoquer une hausse brusque de la demande contraire à la hausse brusque de l'offre, l'équilibre juste entre la multisectoralité et l'efficacité de réponse devra être trouvé.

5. Accessibilité

5.1. Accessibilité physique / Accès humanitaire

Type d'accès à partir de Mahagi	La zone évaluée est accessible à partir de Mahagi – Commune en passant par NYARAMBE et DJEGU pour les camions et les voitures 4x4. Une piste d'aviation existe à ZALE, 3km sud-est de MAHAGI et qui peut accueillir un avion caravane CESNA 208 de 12 places. Un petit entretien (débroussaillage) est requis pour le rendre praticable.

5.2. Accès sécuritaire

Sécurisation de la zone	- FARDC – Forces navales dans 25 camps de pêche sous le commandement d'un colonel basé à Mahagi Port ; - FARDC – Forces terrestres à Ramogi et Dalla/Musongwa - PNC basée à RAMOGI et position à Awasi, Apala, Zii, Biti, Ter ali et Dalla.
Communication téléphonique	Les réseaux de télécommunication Airtel et Vodacom couvrent l'axe. La couverture réseau est très partielle à Mokambo, Airtel est moins disponible.
Stations de radio	La population de la zone écoute la Radio Communautaire la Colombe de Mahagi, la RTK (Radio Tangazeni Kristo) de Rethy, la Radio Tam -Tam de Kpandroma et plusieurs radio FM émettant de l'Ouganda.

6. Aperçu des vulnérabilités sectorielles et analyse des besoins

6.1. Protection

Incidents de protection rapportés dans la zone	Aucune

Type d'incident	Lieu	Auteur(s) présumé(s)	Nb victimes	Commentaires
Aucune				

Relations/Tension entre les différents groupes de la communauté	Aucune tension n'est été observée dans le lieu d'accueil des déplacés. On signale juste localement des conflits fonciers mineurs qui trouvent solution avec l'intervention des autorités.
Existence d'une structure qui gère le cas d'incident rapporté.	La commission foncière de l'Ituri appuie les autorités pour gérer des cas signalés. Cette commission est appuyée techniquement par UN Habitat. La PNC et les autorités administratives/coutumières sont habilitées à gérer les cas déclarés d'incidents rapportés en lien avec le Tribunal de Paix de Mahagi. Toutes fois INTERSOS est présent avec le paquet monitoring de protection.
Impact de l'insécurité sur l'accès aux services de base	Pas d'insécurité majeure ou à grande échelle en Chefferie des Mokambo. Les services de base comme les marchés, les routes/pistes reliant la zone aux autres localités de Mahagi et de l'Ouganda fonctionnent normalement. Toutefois, la pression des déplacés sur les structures de santé et les écoles de la zone d'accueil ne pas à écarter
Présence des engins explosifs	Aucune présence d'engins explosifs rapportée sur l'axe.
Perception des humanitaires dans la zone	La perception des acteurs humanitaires dans la zone est bonne. Leurs présences produisent un apaisement en cas de crise dans la zone.

Réponses données

Réponses données	*Organisations impliquées*	*Zone d'intervention*	*Nbre/Type des bénéficiaires*	*Commentaires*
Monitoring de Protection	INTERSOS	Chefferie de Mokambo	Tous	

Gaps et recommandations	Aucune

6.2. Sécurité alimentaire

Situation de la sécurité alimentaire depuis la crise	Les nouveaux IDPs s'ajoutent aux ménages autochtones ainsi qu'aux anciens déplacés qui traversent une période de soudure. Le rendement de la récolte des cultures de la saison précédente a été faible. La pêche reste également improductive suite au réchauffement du lac et l'utilisation des intrants de pêche prohibés.

	Les ménages des IDPs ne disposent pas de stock de vivres. Inaccessibilité aux produits des champs qui appartiennent aux autochtones et le manque de moyens financiers sont à la cause d'accès difficile à la nourriture. Quant aux ménages résidents, l'accueil des IDPs exerce un poids sur les stocks des vivres. Sur le marché local, le prix de certaines denrées alimentaires a augmenté. 1 repas journalier non diversifié est difficilement organisé au sein de majeure partie de familles déplacées contre deux repas aux ménages résidents.
Production agricole, élevage et pêche	Les ménages déplacés ne parviennent pas à leurs produits de champ suite à la distance qui les sépare de la zone d'accueil et de la persistance d'insécurité dans la zone de provenance. Leurs intrants de pêche ont été abandonnés pendant le déplacement. Les bêtes et volailles ont été délaissées. Il en est de même pour les produits de commerce. La population de la zone d'accueil vit principalement d'agriculture, pêche et élevage. Actuellement, cette population éprouve de la difficulté en termes de la disponibilité, accessibilité de denrée alimentaire de base suite à la continuité de la saison sèche.
Situation des vivres dans les marchés	Les vivres sont peu disponibles sur les marchés locaux journaliers suite aux sous production agricole et de pêche. Par conséquence, on observe la hausse des prix de denrées alimentaires de base sur les marchés. Les plus affectés par cette situation sont les ménages déplacés. Toutefois, les marchés saisonniers de Ramogi et de Zii permettent d'assurer une plus grande disponibilité des vivres en provenance des zones géographiques voisines du Territoire de Mahagi.
Stratégies adoptées par les ménages pour faire face à la crise	Pour faire face à la crise, les ménages affectés par la crise ont développé des stratégies suivantes : ✓ Consommer les aliments moindre couteux et moins préférés ; ✓ Diminuer le nombre et la quantité de repas journalier ; ✓ De priver les adultes de la nourriture au profit des enfants. ✓ Compter sur la nourriture des familles d'accueil ou des amis. ✓ Déscolarisation

Réponses données

Réponses données	***Organisations impliquées***	***Zone d'intervention***	***Nbre/Type des bénéficiaires***	***Commentaires***
Aucune				

Gaps et recommandations	**Gaps** *:* - Les IDPs ne disposent pas des vivres au sein de ménages - Période de soudure - Faible présence de stock alimentaire, - L'accès difficiles aux aliments nutritifs affecte les enfants de moins de 5 ans et les expose au risque de malnutrition. **Recommandations** ***:*** - Assister les ménages déplacés et les familles d'accueil vulnérables en vivres

6.3. Abris et accès aux articles essentiels

Type d'abris	Environs 973 anciens ménages déplacés vivent dans un site près du bureau de la zone de santé d'angumu. Leurs cabanes ne protègent pas contre l'intempérie. cfr la photo en annexe Les personnes nouvellement déplacées ont trouvé les abris dans des familles d'accueil, certains dans des maisons cédées et/ou louées. Plusieurs autres dorment dehors dans les camps de pêche. On observe une forte promiscuité dans les ménages suite aux dimensions réduites des maisons qu'utilisent ces familles.
Accès aux articles ménagers essentiels	La population déplacée a fui dans la précipitation, étant donné que les attaques ont été brusques. Cette population s'est déplacée sans prendre leurs biens ménagers (les articles ménagers essentiels). C'est pourquoi elle éprouve de difficultés d'accès aux articles ménagers essentiels et abris. Le manque de moyen financier dans la localité l'accueil limite les ménages déplacés de renouveler leurs biens ménagers.
Possibilité de prêts des articles essentiels	Les ménages déplacés vivant ensemble avec les familles d'accueil partagent les articles ménagers avec leurs hôtes. Ceux qui ne sont pas en famille d'accueil présentent une plus grande vulnérabilité.
Situation des AME dans les marchés	Pendant les enquêtes des marchés et de l'observation directe, les articles ménagers essentiels sont peu disponibles sur les marchés. Les commerçants s'approvisionnent plus aux produits de premiers nécessité (sel, savon, boissons, les habits,…) et de pêche. C'est ainsi la zone est beaucoup plus approvisionnée aux intrants de pêche. Toutefois, selon les commerçants de la zone, s'il y a besoins en AME, ils sont capables financièrement de les fournir en quantité suffisante pour couvrir les besoins. D'autres commerçants sont présents à Ndrele, Djegu et à Nyarambe.
Faisabilité de l'assistance ménage	Les AME sont indispensables pour les ménages déplacés, ainsi qu'aux familles d'accueil les plus vulnérables étant donné qu'ils partagent les AME avec les familles déplacées accélérant ainsi l'usure de leurs biens. Les opérateurs économiques (les commerçants) se disent être en capacité de fournir en AME nécessaires à couvrir l'assistance.

Réponses données

Réponses données	***Organisations impliquées***	***Zone d'intervention***	***Nbre/Type des bénéficiaires***	***Commentaires***
Aucune	**-**	**-**	**-**	**-**

Gaps et recommandations	**Les gaps** Les IDPs ont de difficulté d'accéder aux AME et les abris. Les familles déplacées éprouvent des difficultés de se construire des abris d'urgence suite au manque de moyens financiers. Les maisons des familles sont dans la plupart des dimensions réduites. Ainsi on observe une forte promiscuité • Insuffisance et/ou manque d'ustensiles de la cuisine, • Insuffisance et/ou manque des récipients d'approvisionnement et de stockage d'eau (bidon et ou bassines) ; • Insuffisance et/ou manque des literies • Manque des bâches pour l'abri d'urgence, **Les recommandations** - Assister les ménagers déplacés en bâches pour la construction des abris d'urgence, - Organiser la foire aux AME en faveur de population déplacé et famille d'accueil très vulnérable

6.4. Moyens de subsistance

Moyens de subsistance	Les ménages déplacés accueillis dans la zone évaluée ont tous perdus leurs biens productifs (de champs, les intrants de pêche) et ceux de commerces (manufactures et vivriers). Actuellement, l'accès aux moyens productifs restant en milieu d'origine est contré par la persistance d'insécurité encore à Djugu Quant aux résidents, ils subissent une pression énorme sur leurs ressources par la présence des déplacés. La raison en est le rendement faible des activités agricoles, de pêche et de commerce. Ce faible revenu s'explique par la perturbation climatique lors de la saison agricole précédente (prolongation de la sècheresse), la rareté de poissons due au manque de respect de la réglementation de pêche (utilisation des intrants prohibés, surexploitation du lac et l'envahissement de frayeur, l'augmentation de température du lac en saison sèche. Le commerce tourne au ralenti suite au faible pouvoir d'achat.
Accès actuel à des moyens des subsistances pour les populations affectées	Les déplacés vivent grâce aux travaux journaliers agricoles (extraction d'huile et travaux champêtres auprès des autochtones) et la pêche (travaux journaliers auprès des pêcheurs) à cela s'ajoute le transport des bagages du lac Albert vers les marchés hors la zone. Plusieurs autres déplacées dépendent des dons octroyés par les familles d'accueil ou des relatifs.

Réponses données

Réponses données	***Organisations impliquées***	***Zone d'intervention***	***Nbre/Type des bénéficiaires***	***Commentaires***
Aucune				

Gaps et recommandations	**Gaps** ***:*** - Les déplacés sont coupés de leurs moyens de production et de revenu (champs, intrants de pêche, petit commerce et les géniteurs) rendant difficile l'accès aux moyens de subsistance pour ménages déplacés ; - Carence des finances pour les AGR des ménages ; - L'accès limité aux intrants étant donné que la majeure partie de semences de familles hôtes sont consommés à l'accueil des ménages déplacés. **Recommandation :** - Appuyer les ménages déplacés pécheurs en intrants de pêche ; - Les ménages déplacés agricoles et ceux des familles d'accueil en intrants agricoles (outils aratoires et semences vivriers) ; - Assister les ménages déplacés et les familles d'accueil vulnérables en vivres.

6.5. Faisabilité d'une intervention cash

Analyse des marchés	Deux grands marchés fonctionnent dans la zone. Il s'agit de Ramogi, qui s'ouvre chaque Mercredi et dimanche, celui de Zii est fonctionnel chaque Mercredi et Dimanche. Jadis, ces marchés étaient fréquentés par les marchands du territoire de Djugu et d'autres chefferies de Mahagi. Actuellement, seuls les marchands du territoire de Mahagi les fréquentent. Ces marchés font d'interconnexion avec plusieurs autres centres de négoces des territoires de mahagi tel que Ndrele, Djegu, Nyalebe et Mahagi mais aussi avec l'Ouganda. Les marchés saisonniers sont ravitaillés à partir des zones géographiques de haute terre du Territoire de Mahagi (Ndrele) Les manufactures sont importées à majeure partie de l'Ouganda. Cependant d'autres articles ménagers tels que les pagnes proviennent du Nord Kivu (Butembo).
Existence d'un opérateur pour les transferts	Pas d'institution de Microfinance (IMF) à Mukambo. Il y a la faisabilité de recourir aux banques à Mahagi et Bunia (FBN Bank, TMB, Raw Bank, CADECO et SEMADEF).

6.6. Santé et nutrition

Risque épidémiologique	- La zone a une forte communication avec la zone de santé de Tchomia dans laquelle s'observe la maladie à virus Ebola - L'activité de promotion à l'hygiène ainsi que la construction d'ouvrage hydraulique réalisé par l'ONG PPSSP a sensiblement diminué le risque épidémiologique dans cette région selon le Médecin chef de zone de Mokambo. Alors que jadis la zone était sous menace permanente de l'épidémie de choléra et de diarrhée sanglante en plus des cas de Fièvre typhoïde, amibiase, schistosomiases. - Toutefois, suite aux mauvaises conditions d'accueil des personnes déplacées, les IRA surtout chez les enfants de moins de 5 ans ainsi que le Paludisme sont des pathologies dominantes dans les aires de santé évaluées. - Ces vulnérabilités risquent d'être accentuées surtout dans des camps de pêche où des nombreuses familles sont sans abri (avec forte présence des moustiques anophèles et retour de saison de la pluie).
Indicateurs santé	*Compléter le tableau ci-dessous*

Indicateurs collectés au niveau des structures	ZS D'ANGUMU GENGERE TOT
Taux d'utilisation des services curatifs	32,71
Taux de consultation prénatale	100
Taux d'accouchement assisté par un personnel médical qualifié	100
Taux de morbidité lié au paludisme chez les enfants de moins de 5 ans	ND
Taux de morbidité lié aux infections respiratoires aigües (IRA) chez les enfants de moins de 5 ans	0
Taux de morbidité lié à la diarrhée chez les enfants de moins de 5 ans	0
Couverture vaccinale en DTC3	ND
Couverture vaccinale en VAR	ND
Pourcentage des enfants de 6 à 59 mois avec périmètre brachial (PB) < à 115 mm	4%
Pourcentage des enfants de 6 à 59 mois avec œdème nutritionnelle	0%
Taux de mortalité journalière chez les enfants de moins de 5 ans	ND
Nombre de jours de rupture de médicaments traceurs au cours des trois derniers mois	66

Pendant les contacts avec les différentes couches de la population, il est ressorti qu'à part le centre de santé Gengere, le centre de santé Apala Etat et Muguma reçoivent aussi des personnes déplacés arrivé dans la zone au mois de septembre. Par contre, l'accessibilité d'une part et l'absence de responsable des structures n'ont pas permis d'accéder au donné.

Une évaluation sectorielle peut être utile pour en savoir plus.

Réponses données

Réponses données	***Organisations impliquées***	***Zone d'intervention***	***Nbre/Type des bénéficiaires***	***Commentaires***
Appui à la prise en charge de cas de chirurgie d'urgence et de césarienne (service + kit de pansement)	MSF	ZS d'Angumu	Tous	Cette organisation a suspendu ses activités à la fin du mois de Mai.
Médicament anti paludisme	SANRU avec appui du PNLP	CSR Apala Etat CS Ugudho Zii CS Chawa Anju	Tous	Assistance donné en Janvier 2018 pour 3 mois. Stock explosé car afflux des déplacés
Médicaments pour prise en charge des cas de VIH	APEC	CS Cawa Anju	PVV	Assistance fournie en Janvier 2018
Appui au dépistage et à la prévention du VIH	Bureau Diocésain des Œuvres Médicales (BDOM) à travers son programme CIELS - MAHAGI	ZS d'Angumu	Tous	

Gaps et recommandations	*Indiquer les gaps existants au niveau de la réponse et les recommandations (50 mots maximum)* ***Gaps*** - Une forte prévalence du paludisme et de l'IRA - Explosion du stock des médicaments dans les structures sanitaires du fait de l'afflux de déplacés - Accès payant aux soins pour toutes les catégories de population ne favorisant pas l'accès aux ménages sans revenu (Cfr taux faible d'utilisation des services curatifs) - Carence de formation et de suivi nutritionnel dans les aires de santé ***Recommandations*** - Appuyer les structures sanitaires avec les médicaments traceurs pour assurer la disponibilité des produits en cette période de pic des cas de pathologies dominantes - Implanté les clinique mobile sur les camps de pèche - Renforcer la capacité des RECO sur les activités de sensibilisation sur Ebola - Rechercher activement et passivement les enfants malnutris sévères de moins de 5 ans au sein de la communauté pour les prendre en charge - Améliorer les conditions de mise en observation des malades en dotant les structures des intrants essentiels - Ravitailler en kits PEP les structures sanitaires et former les membres du personnel soignant. - Doter les structures sanitaires de test de dépistage des IST - Améliorer les infrastructures d'eau et d'assainissement dans les structures sanitaires - Etendre réponse intégrée avec les AME et la WASH pour réduire la prévalence des maladies d'origines hydriques et les IRA

6.7. Education

Impact de la crise sur l'éducation	La zone d'accueil des déplacés connait structurellement un problème de scolarisation des filles dont la majorité ne fréquente pas les écoles. Les filles sont les plus utilisées pour les travaux ménagers et les parents ont la préférence pour l'éducation des garçons. Le taux d'intégration des déplacés dans les écoles en milieu d'accueil reste très faible. Le traumatisme de guerre, la perte d'objet scolaire des enfants et la carence des revenus au sein des ménages déplacés en est la cause. Les derniers attaques de mi-septembre à Djugu jusqu'à la frontière avec Mahagi aux bords du Lac Albert ont perturbé les cours aux écoles dans les milieux d'origine des enfants déplacés.
Estimation du nombre d'enfants déscolarisés à cause de la crise	Le nombre d'enfants déscolarisés n'a pas été calculé. Cela est dû au fait que les écoles n'ont pas été évaluées. 3 seulement ont été évaluées. Il est important que les acteurs Education fassent une évaluation sectorielle approfondie.

Catégorie	Total	Filles	Garçons
Enfants déscolarisés autochtones	ND	ND	ND
Enfants déscolarisés Déplacés	ND	ND	ND
Total	ND	ND	ND

Indicateurs Education — *Compléter le tableau ci-dessous*

Catégorie		Total	Filles	Garçons
Enfants autochtones		ND	ND	ND
Enfants déplacés		ND	ND	ND
Total		ND	ND	ND
Taux de scolarisation théorique	Autochtones	ND	ND	ND
	Déplacés	ND	ND	ND
	Total	ND	ND	ND

Services d'Education dans la zone dans les trois écoles évalués	Les villages évalués disposent des plusieurs écoles primaires fonctionnelles qui ont la capacité d'absorption des enfants déplacés. On dénombre au moins 22 écoles primaires. Cependant, 3EP seulement ont été évaluées pendant les évaluations rapides multisectorielles. Il est à noter que dans les trois écoles primaires évaluées il a été constaté ce qui suit : ➢ Le manque des fournitures scolaires (Bic, crayon et cahier) par les enfants déplacés ainsi que d'habits uniformes ; ➢ L'inexistence des bancs/pupitres dans les écoles, qui fait que les écoliers se mettent à même le sol pour suivre les cours ; ➢ L'inexistence des matériels didactiques et récréatifs dans certaines écoles ; ➢ Manque des dispositifs des lavages des mains dans les écoles etc.

Groupement	Localités	Ecoles	Nb d'élèves la rentrée scolaire (avant crise septembre 2018			Nombre d'élèves déplacés intégrés			Nombre d'élèves (Pendant ERM Sesptembre 2018			Nb enseignants	Nb salles de classes	Nb latrines	Ratio élèves/enseignants	Ratio élèves/salle de classe	Point d'eau fonctionnel <500m	Ratio élèves/latrines (F/G)
			F	G	Total	F	G	Total	F	G	Total						OUI/NON	
JUPUNYANGU	GENGERE	EP1 GUNGURU	162	188	351	36	56	92	162	188	351	6	6	4	58	58	OUI	87
JUPUNYANGU	GENGERE	EP UYANDU	202	252	454	33	35	68	202	252	454	9	9	4	50	50	OUI	113
MUSWA	GENGERE PAMOT	EP MUGEYI	199	265	464	62	83	145	199	265	464	9	9	2	51	51	OUI	232
		Total	**563**	**707**	**1269**	**131**	**174**	**303**	**563**	**707**	**1269**	**24**	**24**	**10**	**159**	**159**	**OUI**	

Capacité d'absorption	Les écoles de la zone ne connaissent pas de problème d'absorption pour accueillir l'ensemble des enfants scolarisables. Par ailleurs, elles ont des sérieuses difficultés du point de vu des bancs/ pupitres mais aussi un gap en terme de salles de classe a été observé dans les écoles évaluées. Un dynamisme est mis en place par les différents membres des comités des parents d'élèves qui mobilise les parents pour certains travaux des constructions ou des réhabilitations des bâtiments scolaires.

Réponses données

Réponses données	***Organisations impliquées***	***Zone d'intervention***	***Nbre/Type des bénéficiaires***	***Commentaires***
Réhabilitation/Construction aux EP UYANDU, AVOGIRA et NYABONGO DE ZII	*Oxfam/Village assaini*	*Chefferie de Mokambo/ ZS d'Angumu*	*Elèves et enseignants*	*2017 – 2018 (avant crise)*
Creusage des fosses de latrines aux EP MBAMU et EP 1 GUNGURU	*Oxfam/Village assaini*	*Chefferie de Mokambo/ ZS d'Angumu*	*Elèves et enseignants*	*Avant crise*
Fourniture scolaire aux EP RANGU et EDAP CAWA	*Oxfam/Village assaini*	*Chefferie de Mokambo/ ZS d'Angumu*	*Elèves et enseignants*	*Avant crise*
Construction de 18 postes de latrines EP Aicha, Poga, Ulobo, Achikira, Lani et Buya	*PPSSP*	*Chefferie de Mokambo/ ZS d'Angumu*	*Elèves et enseignants*	*Avant la crise de septembre*

Gaps et recommandations	***Gaps*** - Manque de moyens financier pour la scolarisation des enfants - Manque des fournitures scolaires par les enfants déplacés qui étudient, - Faible scolarisation des filles ; - Insuffisance des installations hygiéniques dans les écoles - Insuffisances des salles de classes dans certaines écoles - Manque de matériels didactique et récréatifs - Inexistences des pupitres dans certaines écoles - Manque des dispositifs de lavage de mains dans les écoles évalués ***Recommandations*** - Renforcer la sensibilisation des parents sur l'envoie de leurs enfants à l'école et surtout les filles - Prendre en charge la scolarité des enfants déplacés qui ont intégrés les écoles en Chefferie de Mukambo et leur distribuer les kits scolaires ; - Faciliter le système d'intégration des enfants hors système scolaire. - Améliorer la desserte en eau et les conditions d'hygiène et d'assainissement dans les écoles

7. Annexes

Annexe 1 : Démographie de l'évaluation : Liste des personnes interviewées / Liste et coordonnées des ouvrages visités / Liste et coordonnées des écoles, centres de santé et marchés visités / Nb de ménages visités par catégorie de ménages

No	NOM ET PRENOM	FOCTION	CONTACT	ADRESSE DE RESIDENCE	territoire
1	Société civil Mahagi	Coordinateur	0815892247	Mahagi	Mahagi
2	Patrick	Dr Caritas	0815625569	Mahagi	
3	Caritas	Coordinateur Solidarité et partage	0819604513	Mahagi	
4	Francklin	Superviseur PPSSP	0817549314 0972498349	Nyarambe	
5	Chefferie de Mukambu	Receveur	0824176113	Mukambu	
6	Mukambu	PNC	0824242225	Mukambu	
7	Lilian	Agent PPSSP	0817866093	Ramogi	
8	Jean Paul	Superviseur PPSSP	0812802726	Ramogi	
9	Jupunyango	Chef de groupement	0824042438	Gengere	

10	Muswa	Chef de groupement	0817817654	Muguma	
11	Musongwa	Chef de groupement	0817257219	Musongwa	
12	Gengere	Infirmier titulaire	0817411499	Gengere	
13	Gengere	Infirmier titulaire Adjoint	0818520911	Gengere	
14	Kwero	Chef de camp	0816623885	Kwero	
15	Kwero	Chef de localité	0822258133	Kwero	
16	Mukachi	Chef de localité	0812703413	Mukachi	

Annexe 2 : Contacts de l'équipe d'évaluation

1. Serges MARUNGA : 0827240707
2. Pierre Paulin ANIZUGO : 082 38 53 923
3. Ruphin KONGBO : 081 58 95 684
4. Angèle ADRONGA : 08 17 75 21 97
5. Virginie BENONI : 0818538292

Fig 1 : Le site des anciens ménages déplacés à Angumu